

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26 000 VALENCE

Valence, le 07/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV Centre Est

Les Martingales
26120 PARLANGES

Références : 20230707-RAP-DAEN0695

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2023 dans l'établissement SUEZ RV Centre Est implanté 18 avenue de la feuillade, ZI du meyrol, 26 200 Montélimar. L'inspection a été annoncée le 11/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le centre de gestion de déchets non dangereux situé à Montélimar n'avait pas été inspecté depuis mai 2016.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Centre Est
- 18 avenue de la feuillade ZI du meyrol 26200 Montélimar
- Code AIOT : 0006102527
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les déchets de papiers-cartons accueillis dans le centre de MONTELMAR représentent un flux annuel de l'ordre de 6 500 tonnes par an. Les déchets de métaux et bois représentent un flux

moindre. Le centre est équipé d'une presse à balles, mais il n'utilise aucun broyeur. L'exploitant précise que l'activité globale du centre n'a pas évolué significativement ces dernières années.

L'exploitant précise que le centre vient d'être équipé d'un nouveau système de détection d'intrusion et d'incendie relié à une société de télésurveillance.

Le personnel travaillant dans le centre est composé :

- d'un manager ;
- d'un opérateur pont-bascule ;
- de deux opérateurs conducteurs d'engins.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention d'une pollution du réseau d'eau public
- Bilan sur le fonctionnement des décanteurs-séparateurs à hydrocarbures
- Plan des réseaux de collecte des eaux
- Points de rejet dans le milieu naturel
- Caractéristiques du bassin de confinement
- Dimensionnement des moyens de lutte contre un incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative » ;
- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en oeuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection
1	Préservation du réseau d'eau public	Arrêté Préfectoral du 18/02/2000, article 4.1.1-Annexe	Lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Traitement des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 18/02/2000, article 4.2.1-Annexe	/	Sans objet
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 18/02/2000, article 4.3.2-Annexe	/	Sans objet
4	Point de rejets d'eau pluviale	Arrêté Préfectoral du 18/02/2000, article 4.4.1-Annexe	/	Sans objet
5	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 18/02/2000, article 4.7.2.4-Annexe	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Moyen de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/02/2000, article 6.4.2.- Annexe	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les activités exercées dans le centre n'ont pas significativement évolué ; la sécurité et la protection de l'environnement dans ce centre semblent demeurer une préoccupation forte pour l'exploitant, comme en témoigne la mise en place récente d'un nouveau système de détection d'intrusion et d'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Préservation du réseau d'eau public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2000, article 4.1.1-Annexe
Prescription contrôlée : Les interconnexions du réseau public avec les ressources privées sont interdites. Le branchement d'eaux potables sur le réseau public sera muni d'un dispositif de disconnection afin d'éviter tout phénomène de retour sur les réseaux d'alimentation.
Constats : L'exploitant précise que suite à la visite d'inspection menée le 11 mai 2016, un dispositif de disconnection a bien été installé sur le réseau public, de façon à supprimer tout risque de retour d'eau du centre dans ce réseau. Il s'engage, <u>sous un mois</u> , à faire passer un organisme de compétence reconnue pour vérifier le bon fonctionnement de ce dispositif en place depuis environ 7 ans.
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Traitement des eaux de ruissellement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2000, article 4.2.1-Annexe
Prescription contrôlée : - Les eaux de ruissellement sont recueillies sur les aires de stockage, de manœuvre, de lavage, de distribution de carburant. Ces eaux seront traitées dans un débourbeur suivi d'un séparateur d'hydrocarbures, puis rejetées dans le ruisseau du Meyrol.
Constats : L'exploitant précise qu'il n'y a pas de station de lavage dans le centre. Il présente à l'inspection un plan du réseau de collecte des eaux pluviales du centre : Ce plan montre qu'un premier débourbeur-séparateur à hydrocarbures est en place à proximité de l'atelier, son rejet est dirigé à l'amont d'une vanne d'obturation du réseau, immédiatement suivie par un second débourbeur-séparateur à hydrocarbures. Le rejet de ce second débourbeur-séparateur est déversé dans le canal du MEYROL longeant le centre. L'inspection constate sur place la présence des débourbeur-

séparateur à hydrocarbures. L'exploitant présente à l'inspection le bordereau de suivi de déchets établi dans le cadre du nettoyage des débourbeur-séparateur à hydrocarbures : Il date du 11 juillet 2022 et porte sur environ 7 tonnes de déchets.

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2000, article 4.3.2-Annexe

Prescription contrôlée :

- Un plan des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques, ... doit être établi, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et daté. Il est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Constats :

Deux plans sont remis à l'inspection, ils présentent le réseau de collecte des eaux pluviales, avec les 2 débourbeurs-séparateurs à HC, les avaloirs, la vanne d'obturation permettant de convertir une partie du centre en zone de confinement pour la rétention des eaux d'extinction d'un incendie éventuel, le point de prélèvement des rejets avant déversement dans le canal du MEYROL. Ils n'appellent pas d'observations particulières.

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Point de rejets d'eau pluviale

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2000, article 4.4.1-Annexe

Prescription contrôlée :

Le nombre de points de rejet est limité à :

- 1 pour les eaux d'origine sanitaire,
- 1 pour les eaux de ruissellement des différentes aires,
- plusieurs pour les eaux de toiture.

Les ouvrages de rejet devront être conçus et réalisés de façon :

- à assurer une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur,
- à limiter la perturbation du milieu aux abords du point de rejet,
- à éviter le départ vers le milieu naturel en cas d'accident ou d'incident sur le site de rejets toxiques.

Constats :

Une canalisation d'eaux sanitaires rejoint le réseau public de collecte des eaux usées. Les eaux de toiture du bâtiment de stockage et mise en balles des déchets, non susceptibles d'être polluées, sont envoyées dans un réseau spécifique sortant du centre sous l'entrée secondaire et rejoignant un fossé se déversant dans le canal du MEYROL. En cas d'événement accidentel susceptible de générer un rejet d'eaux polluées, la fermeture de la vanne guillotine située à l'amont du principal débourbeur-séparateur à hydrocarbures du centre permet de convertir une partie du centre en zone de confinement. La manipulation de cette vanne est testée avec succès devant l'inspection. Le rejet dans le canal du MEYROL des eaux pluviales ayant transité par le principal débourbeur-séparateur à hydrocarbures du centre fait l'objet d'un contrôle annuel, en application du point 4.6 de l'annexe à l'arrêté préfectoral du 18 février 2000 relatif au centre : L'exploitant précise que le Laboratoire départemental d'Analyse de la Drôme effectue les prélèvements et analyses, il

présente à l'inspection le bulletin d'analyses du 16 mai 2023 : Son examen ne montre pas d'anomalie particulière, la concentration en hydrocarbures est inférieure à 5 mg/l.

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2000, article 4.7.2.4-Annexe

Prescription contrôlée :

Le réseau de collecte des eaux de pluie et autres effluents recueillis sur les aires étanches sera relié à un bassin de stockage de 240 m³.

En cas d'accident sur le site, une vanne sera située en sortie de ce bassin pour y retenir les effluents recueillis.

Constats :

Sur l'un des plans remis par l'exploitant à l'inspection, est visualisée la partie du centre qui serait convertie en zone de confinement par la fermeture de la vanne guillotine située à l'amont du principal débourbeur-séparateur à HC. Selon ce plan, le volume de confinement ainsi obtenu s'élèverait à environ 260 m³.

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Moyen de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/02/2000, article 6.4.2.-Annexe

Prescription contrôlée :

L'établissement devra disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au moins :

- d'extincteurs (...)
- De poteaux d'incendie normalisés répartis à proximité de l'établissement (au moins 2 poteaux normalisés).
- d'un forage propre à l'établissement équipés pour alimenter le site en eau d'extinction (RIA).

Constats :

Le forage propre à l'établissement est rendu inopérant depuis 2016. L'inspection est allée voir les deux poteaux d'incendie les plus proches du centre, ils semblent opérationnels. L'un de ces deux poteaux (A16) a été contrôlé en 2021 par la SAUR, son débit mesuré sous 1 bar s'élève à 108 m³/h (données fournies par l'exploitant). L'autre poteau d'incendie (A14) a fait l'objet d'un contrôle par la SAUR le 13 avril 2023 (document SAUR) : Son débit mesuré sous 1 bar s'élève à 133 m³/h, il assure à lui seul les besoins du centre en eau en cas d'incendie. L'exploitant signale qu'il avait mis à jour en 2022 le calcul des besoins du centre en eau en cas d'incendie (selon le guide technique D9 du CNPP) : Ils s'élevaient à 240 m³ sur 2 heures. Mais ce calcul a été remis à jour tout récemment selon le même guide, car le nouveau système de détection incendie est désormais opérationnel, ce qui conduit à une baisse des besoins en eau qui s'élèvent à moins de 200 m³ pour 2 heures. L'ajout des eaux de pluie tombant sur la surface de collecte, dont le volume maximal s'élève à 27,3 m³ selon le calcul de l'exploitant, conduirait à un volume total de moins de 228 m³. L'exploitant présente à l'inspection le compte rendu d'un exercice incendie réalisé le 31 mars 2023 : Son objet : Départ de feu matière (carton) Le suivi du déroulement de cet exercice a conduit d'auditeur à conclure à la très bonne réaction du personnel pour assurer, d'une part la maîtrise du feu, d'autre part le déclenchement rapide de la chaîne d'alerte.

Proposition de suites : Sans objet